

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 28 SEPTEMBRE 1979 - N°961

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Prix : + 1%, la plus forte hausse d'août depuis 9 ans

Malgré les propos rassurants d'un Barre qui se complet dans la suffisance, les chiffres sont là pour accuser les effets d'une politique dont se sont toujours les mêmes qui font les frais. Ainsi, pour le mois dernier, les prix ont augmenté de 1% dont la moitié de ce chiffre correspond à l'augmentation du carburant, de l'électricité et du tabac. C'est la hausse la plus forte pour un mois d'août depuis 1970. Il ne faut pas s'attendre à une amélioration sensible pour septembre, les répercussions des hausses de la SNCF se répercutant sur le prochain indice.

Les négociations sino-soviétiques

LIRE EN PAGE 8

Dans
*Le Quotidien
du Peuple*
du samedi
29 septembre

Liban 1979 :
Vivre quand même

Notre dossier :

Le test des élections
au Conseil de
prud'hommes

NOUVELLE OFFENSIVE VIETNAMIENNE CONTRE LE CAMBODGE

L'agression vietnamienne préparée depuis plusieurs mois engage 200 000 hommes

Un développement de l'agression vietnamienne au Cambodge est en cours. Les préparatifs militaires de l'armée de Hanoï en vue d'une nouvelle offensive s'étaient brusquement accélérés ces derniers jours. Pendant les trois derniers mois de la saison des pluies, l'armée vietnamienne n'a pu entreprendre aucune opération d'envergure. Les forces de résistance patriotiques ont profité de la période pour réorganiser et redéployer leurs forces en petites unités plus mobiles.

Ces dernières semaines, les avions de transport soviétiques ont acheminé vers l'Ouest du Cambodge de grandes quantités d'armes, de munitions, de véhicules et de carburants. Les troupes lancées dans cette offensive sont de l'ordre de 200 000 hommes.

L'ampleur même des moyens mis en jeu par Hanoï dans cette phase de la guerre dément complètement la thèse avancée par les dirigeants vietnamiens selon laquelle le régime fantoche qu'ils ont mis en place aurait le contrôle du pays.

La résistance patriotique qui contrôlerait un quart du pays se prépare à tenir bon face à cette offensive qui risque d'être un tournant de la guerre.

L'offensive vietnamienne intervient quelques jours après le vote intervenu à l'ONU il y a quelques jours, le 21 septembre. Ce vote attendu depuis l'instauration, par la force des troupes vietnamiennes, du régime de Heng Samrin, a décidé par 71 voix contre 35, et 34 abstentions de maintenir en place à l'ONU la délégation du gouvernement légal du Kampuchéa démocratique.

D'autre part, la Croix Rouge et l'UNICEF ont fait savoir qu'elles avaient réussi à faire parvenir une aide alimentaire et des médicaments dans les zones du Cambodge contrôlés par la résistance. Les organisations humanitaires estiment que la situation sanitaire et alimentaire de la population est extrêmement difficile. La nouvelle offensive de l'armée d'occupation d'Hanoï va encore aggraver cette situation, puisque les paysans ne pourront faire aucune récolte et que l'aide internationale risque d'être bloquée par les combats.

CENTRAFRIQUE MANIFESTATIONS D'HOSTILITÉ AU «NOUVEAU» GOUVERNEMENT



Sur une des pancartes : «Le chien est parti. Les chiots sont restés».

Alors que les paras français se déploient à l'intérieur du pays et pourraient s'installer à nouveau dans l'ancienne base française de Bouar, Dacko sur la lancée de ses déclarations de fidélité à l'impérialisme français vient de nommer son gouvernement : c'est le même vieux personnel néo-colonial, Bokassa en moins.

La stupéfaction a fait place à la colère à Bangui où les étudiants et les enseignants ont décidé une grève générale pour le jeudi contre le remplaçant de Bokassa, désigné par la France.

Cette politique interventionniste de la France, génératrice d'instabilité, peut provoquer de graves affrontements en Centrafrique. Elle peut servir de prétexte à d'autres ingérences, en particulier soviétiques. La situation est aggravée par le fait que le gouvernement français, sous des prétextes fallacieux a empêché mercredi Ange Patasse, un dirigeant de l'opposition centrafricaine, de quitter le territoire français pour se rendre dans son pays.

Des milliers de personnes s'étaient massés à l'aéroport pour aller l'accueillir. Patasse devait se présenter jeudi à l'aéroport de Roissy, pour tenter à nouveau de rejoindre Bangui.

LIRE EN PAGE 7

L'IRSP (Irish Republican Socialist Party) est une organisation républicaine dont la branche armée l'INLA (Irish National Liberation Army) pratique la lutte armée au Nord, parfois en collaboration avec des unités de l'IRA-Provisoire. Les différences qu'elle entretient avec cette dernière organisation portent sur la place à accorder à la lutte de classe parallèlement à la lutte de libération nationale. L'IRSP est née en 1974 d'une scission de l'IRA officielle qui abandonnait définitivement à cette date la lutte armée. Quatre ans auparavant, la scission entre Officiels et Provisoires avait porté sur la même question, ces derniers défendant des positions très nationalistes. Les objectifs que se fixent l'IRSP sont d'*«en terminer avec la domination impérialiste en Irlande et créer une république démocratique socialiste des 32 comtés (NDLR : les 26 comtés du Sud rattachés aux 6 comtés du Nord), avec la classe ouvrière au contrôle des moyens de production, d'échange et de distribution»*. L'INLA a revendiqué l'attentat qui a coûté la vie le 31 mars dernier à Airey Neave, futur ministre de l'Irlande du Nord, du gouvernement Thatcher.

IRLANDE

Interview de Neil LENOACH, responsable des relations internationales de l'IRSP :

«Contre l'oppression de classe et l'oppression nationale»

► Comment caractériser la situation politique actuelle au Nord comme au Sud ?

L'Irlande du Nord subit une oppression coloniale, tandis qu'au Sud, la République peut être considérée comme une néo-colonie subissant elle aussi la domination de l'impérialisme britannique.

Ces deux dernières années ont vu un regain du soutien à la lutte de libération nationale qui se déroule au Nord. La mobilisation reste néanmoins très inférieure à ce qu'on a connu en 1972. Il faut tenir compte des contradictions qui existent au sein de la classe ouvrière au Sud sur le soutien qu'elle apporte à la lutte de libération nationale. Dans les collectes en faveur des prisonniers politiques, 90 % des gens apportent leur soutien financier ; peu de gens dénonceraient des militants républicains à la police, même s'ils votent pour les deux grands partis bourgeois.

Le problème politique est pour nous de transformer ce courant de sympathie en soutien actif : nous devons mener cette tâche en expliquant tout d'abord le rôle de l'armée britanni-

que en Irlande du Nord, en faisant connaître les tortures et la répression que subissent les prisonniers et en montrant également le lien qui existe entre l'oppression de classe et l'oppression nationale, en faisant au Sud que le chômage, la pauvreté et l'émigration qui sont le lot des travailleurs depuis de nombreuses années sont la conséquence directe de la domination de l'impérialisme sur l'Irlande.

Au Sud, notre organisation fait du travail dans les syndicats et est partie prenante de la lutte contre l'austérité, les bas salaires, les conséquences néfastes du Marché Commun, l'OTAN, la fiscalité. La social-démocratie et le PCI (pro-soviétique) se partagent la direction des syndicats, nous y développons notre influence — encore faible. Avec la CEE, les petits paysans sont déposés de leurs terres, les meilleures terres sont accaparées par les gros. Sur les 100 000 petits paysans qui subsistent en Irlande, 60 000 devront quitter la terre. Les prix agricoles sont pour l'instant favorables aux paysans, mais la situation commence déjà à se détériorer.



Dans le cadre des luttes populaires, Dublin a connu en février dernier une immense manifestation contre le système fiscal qui écrase les travailleurs ; ils étaient 200 000 à manifester ce jour-là contre l'impôt. La crise économique se développe, on compte 150 000 chômeurs, de nombreuses industries nationales s'effondrent, tandis que les multinationales ferment leurs usines après avoir réalisé des profits fa-

buleux grâce aux «générosités» du gouvernement. Dans le quartier de Summerhill à Dublin, quartier ouvrier où vivent les dockers désormais réduits au chômage par l'arrivée des bateaux «porte-containers», 40 % de la population est au chômage. Un couple marié ne touche que 20 livres d'allocations par semaine (environ 180 F). Le gouvernement tente de nous imposer le blocage des salaires.

Au Nord, la lutte armée et les luttes populaires ont atteint leur degré maximum en 1972, quand les forces républicaines étaient capables de s'emparer de larges secteurs de Belfast et de Derry et de les contrôler militairement. En raison de l'échec du mouvement républicain à donner une direction au soutien de masse qui se développait au Sud, le mouvement de masse déclina pour se développer à nouveau ces trois dernières années autour du soutien aux prisonniers de Long Kesh.

Nous prévoyons une lutte armée prolongée. Nous sommes partisans de la création d'un front de libération nationale, qui serait une large organisation de masse : l'IRA Provisoire et toute organisation d'accord sur cette plate-forme minimale en 3 points pourraient en faire partie :

- Retrait des troupes britanniques
- Autodétermination pour le peuple irlandais
- Libération de tous les prisonniers politiques.

Dans certaines zones, nous travaillons déjà ensemble avec l'IRA Provisoire. Nous avons mené ensemble avec le Sinn Fein Provisoire (branche politique de l'IRA) notre campagne de boycott des élections européennes.

► Quelles formes prend la répression au Sud ?

La police nous harcèle continuellement, elle saisit nos journaux et nos affiches bien qu'elle n'en ait pas le droit légalement. La Special Branch (police politique d'Irlande du Sud) fait pression sur nos jeunes membres. Sous le gouver-

nement précédent, la torture des prisonniers politiques était devenue une pratique courante. Les autorités montèrent un complot contre notre organisation en nous accusant à tort d'être les auteurs du hold-up d'un train postal.

30 membres de l'IRSP furent arrêtés dont 2 sont encore en prison : Oscar Braathnach, directeur de notre journal *Stars and Plough* et Brian Mc Nally qui subissent une peine de 12 ans de détention. Le secrétaire général de notre organisation, Seamus Costello, fut assassiné en 1976. Si la torture a maintenant cessé, la police continue de nous harceler. Le gouvernement irlandais collabore avec les autorités britanniques en matière de répression.

► Comment l'IRSP se définit-elle politiquement ?

Nous ne sommes pas encore un parti marxiste, mais nous avançons dans cette direction.

► Pensez-vous que des attentats comme il s'en est produit en Belgique au nom de la résistance irlandaise servent la cause de votre lutte ?

Des actes de violence contre les biens britanniques en France ou aux USA, seraient politiquement préjudiciables.

► Certains éléments en France et en Europe tentent d'assimiler la lutte armée en Irlande aux actions violentes de la Fraction Armée Rouge en RFA ou des Brigades Rouges en Italie ; comment vous situez-vous par rapport à ces mouvements ?

Chaque pays doit définir lui-même des méthodes de lutte appropriées à sa situation concrète. Nous soutenons les luttes de libération nationale et les luttes armées pour le socialisme dans les pays où les conditions sont remplies. Les actions armées contre les États capitalistes en Europe de l'Ouest sont vaines.

Propos recueillis par Frank ROUSSEL

1969-1979, dix années de lutte contre l'occupant britannique

● 1969 : La population du Bogside chasse la police des quartiers républicains de Derry. Celle-ci se venge en incendiant avec les loyalistes les quartiers républicains de Belfast et en tuant 15 personnes. L'armée britannique intervient, officiellement pour séparer les deux communautés.

● 1970 : L'armée britannique impose par la force le couvre-feu aux quartiers républicains de Belfast. L'IRA scissionne en Officielle et Provisoire.

● 1971 : La loi sur l'internement permet à l'armée britannique d'arrêter des centaines de suspects et de les emprisonner sans charge ni procès. Des témoignages sur les tortures commencent à sortir des prisons. L'IRA Provisoire rentre en action.

● 1972 : Le 30 janvier à Derry, le 1^{er} bataillon de parachutistes britanniques tire sur une manifestation pacifique tuant 14 personnes. Des manifestations ont lieu dans toute l'Irlande pour protester contre ces assassinats. En mai, le Stormont, parlement fantoche d'Irlande du Nord est aboli, l'Ulster passe sous le contrôle direct du Parlement britannique. En mai, l'IRA Officielle appelle ses militants à un cessez-le-feu sans condition.

● 1973 : Les organisations para-militaires loyalistes assassinent des centaines de catholiques. Des milliers de républicains sont en prison.

● 1974 : La tentative de partage du pouvoir, entamée par le pacte de Sunningdale échoue en raison de l'intransigeance des loyalistes. Ces

derniers effectuent des attentats au Sud : à Dublin et à Monaghan. Une scission de l'IRA Officielle fonde l'IRSP.

● 1975 : Une initiative de paix proposée par l'IRA-Provisoire est rejetée par les Britanniques.

● 1976 : Suppression du statut de prisonnier politique. Les premiers prisonniers d'H-Block entament leur refus de porter l'uniforme carcéral, tandis que Frank Stagg, de l'IRA-Provisoire, meurt en prison pendant une grève de la faim. L'INLA, branche armée de l'IRSP, fait son apparition sur le terrain militaire.

● 1977 : La torture s'intensifie sous la direction du nouveau secrétaire à l'Irlande du Nord, Roy Mason. Celui-ci organisera un véritable état de siège pour la visite de la reine à Belfast.

● 1978 : Les hommes des SAS, troupes spéciales britanniques, multiplient les assassinats. De nombreuses manifestations ont lieu en réponse à ces exactions et pour le soutien des prisonniers politiques. Amnesty International publie un rapport accablant sur la torture pratiquée par l'armée britannique en Irlande du Nord. Une majorité de la population britannique se prononce en faveur d'un retrait d'Irlande du Nord.

● 1979 : A l'occasion du dixième anniversaire de la révolte du Bogside à Derry et de l'intervention des troupes britanniques qui s'en suivit, 16 000 personnes ont manifesté le 12 août à Belfast pour réclamer leur départ, ils étaient 10 000 à Londres pour le même motif.

«LE RASSEMBLEMENT DU 29 NE SERA PAS UNE «MOBILISATION—TERMINUS»»



«Samedi, le rassemblement de Garges-les-Gonesse doit être un pas en avant pour entrer de manière beaucoup plus résolue dans la lutte contre les lois Barre-Stoléro-Bonnet». Ces propos tenus mardi soir à l'occasion d'une conférence de presse par un de ses organisateurs donne son véritable éclairage à cette journée.

Cette orientation donnée à la mobilisation de la fin de la semaine situe clairement la principale cible actuelle. Sans doute est-ce pour cela d'ailleurs que le comité de coordination n'est pas le seul

organisateur du rassemblement de Garges, mais qu'il y participe sur le même plan que les associations de travailleurs immigrés ou que des structures syndicales signataires de l'appel. Bien entendu, la lutte des résidents Sonacotra sera partie prenante de ce rassemblement.

Le 29 donc, sera principalement centré sur la lutte contre les lois Barre-Stoléro-Bonnet. C'est une exigence puisque le parlement sera appelé quelques jours plus tard à les voter.

Incontestablement, samedi sera un temps fort de la mobilisation contre les lois racistes. Pour autant,

il ne s'agit pas d'un «rassemblement terminus». La lutte contre ces lois doit être comprise comme devant être de longue durée.

A ce sujet, il faut savoir que les associations et structures syndicales qui participent aux réunions de mercredi soir sur le terrain de Garges, sont toutes convaincues qu'elles sont engagées dans une mobilisation de longue haleine.

Oui, le rassemblement de Garges doit être un succès !

François MARCHADIER

Liste des organisations appelant

Outre l'UIS CFDT de Longwy, l'Union Départementale 95 de la CFDT, les paysans du Larzac et les Paysans Travailleurs de la Sarthe, les organisations soussignées appellent à participer au rassemblement de samedi.

U.T.I.T. : Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens.
C.T.A. : Comité des Travailleurs Algériens.
Association des Portugais de Sarcelles.
Association Portugaise Culture et Sport de Houilles-Carrières.
U.N.E.E.C.I. : Union Nationale des Etudiants et Elèves de Côte d'Ivoire.

S.T.M. CFDT 93 Nord :
Sections Kassbohrer - Sarcelles, PNA - Aulnay, Mercedés - La Courneuve, Gallays - Saint-Denis, Ziegler - Saint-Ouen, Geerstel - La Courneuve, Philipps - Le Bourget, Paris 20^e, EVR - Aubervilliers, Alsthom Unelec - Saint-Ouen, Renault - Saint-Ouen, Alsthom - Atlantic - Le Bourget, Bendix - Drancy, Protec-Métal - Plaine Wonder Saint-Ouen, Jeumonts Schneider - Saint-Denis, Porcher - Saint-Ouen, De Greemont - La Courneuve, Courneuve.

Section Air Equipement - Asnières - CFDT.
Section CFDT Câbles de Lyon - Bezons.
Section Dufour - Montreuil CFDT.
Section Vallourec - Noisy-le-Sec CFDT.
Union Locale CFDT de Sarcelles/Garges.
Les sections CGT des Hôtels Saint-Lazare, Concorde, et Modern'Hôtel.

Syndicat CGT Duco à Stains.
Section CFDT Hôpital Rotschild
Section CFDT Hôpital Ambroise Paré (Boulogne).
Section CFDT Hôpital de Pontoise.
Section CFDT Hôpital Sainte-Anne.
Section CFDT Assedic Hauts-de-Seine.
CAF : Caisse Allocations Familiales de la Région Parisienne CFDT S.S.E. CFDT Cheminots Paris-Banlieue (Région Paris Saint-Lazare).
Section CGT Négrier-Louvre.
UL CFDT de Bezons.
Section CFDT des Câbles de Lyon Clichy A Section CFDT des Câbles de Lyon.
Section CFDT de l'Hôpital d'Argenteuil.
Section CFDT L.M.T. Montrouge 92.
Section Alsthom-Atlantic Saint-Denis.
Section CFDT Air-France Paris.
Section CFDT Etablissement National des Convalescents - Saint-Maurice.
Section CFDT Centre de Tri Bobigny (93).

C.U.F.I. Comité Unitaire Français Immigrés.
C.S.C.V. : Syndicat du cadre de vie de Sarcelles.
G.I.S.T.I. : Groupe d'Information et de Soutien aux Travailleurs Immigrés.
C.E.D.E.T.I.M. : Centre d'Etudes Anti-Impérialistes.

Le programme de la journée

14 h Théâtre en Bretelle.

Intervention centrale

Mara (catalogue).
Marcel Khalifa et sa troupe (Liban).
Abou Mahr (poèmes tunisiens).

2^e intervention

Mailhy (France).
Carlos Andreou
El Arban (Maroc).

Cette liste pouvait encore être complétée jeudi et vendredi.

Par ailleurs, 2 films seront projetés «l'autre France» et «Soyons tout», ainsi que des montages diapos et le film vidéo du comité de coordination.

Les stands

Les structures syndicales, associations de travailleurs immigrés, associations de quartier et les organisations politiques appellent à se rendre à Garges samedi y disposeront de stands. Vous pourrez y discuter et vous approvisionner en brochures, journaux etc...

Appel financier

L'organisation d'un tel rassemblement entraînant des dépenses importantes (la location d'un chapiteau coûte 1 million 1/2 de centimes) toute solidarité financière sera extrêmement bien accueillie.

Adresser les dons à :

Lucas
14 rue de Nanteuil
75 015 PARIS

Une tente sera réservée aux enfants. Il sera évidemment possible de se nourrir et de se désaltérer sur place.

L'UD CFDT 95 APPELE AU RASSEMBLEMENT DE GARGES LES GONESSE SUR SES PROPRES BASES

Il a été dit par des gens mal intentionnés que l'UD CFDT du Val-d'Oise (dont dépend la ville de Garges) ne participerait pas au rassemblement du 29. La lecture du tract distribué en ce moment par les militants cédétistes du département, fait un juste sort à ces ragots.

Un des porte paroles de l'UD, tient cependant à préciser que cet appel se fait sur les bases propres de la CFDT. Pour l'UD, explique-t-il, il faut aujourd'hui l'unité la plus large contre les lois Bonnet-Stoléro. Le rapport de force nécessaire, ne peut souffrir d'aucune exclusives. Rappelons qu'un responsable de la CFDT du Val-de-Marne, nous avait déclaré la même chose il y a quelques jours (voir QdP du 26 septembre). Nous publions ci-dessous, le tract de l'UD 95.

Pour avoir le droit de vivre dans des cages à lapins baptisées foyers Sonacotra ou Adef, pour avoir le droit de travailler comme OS dans les métiers les plus pénibles, pour voir le droit d'être seul soumis systématiquement au contrôle d'une police raciste, les travailleurs immigrés devraient se taire.

Aujourd'hui parce que la bourgeoisie a besoin de boucs émissaires pour le chômage qu'elle provoque elle veut les rejeter à la mer. La France aussi à ses réfugiés qu'elle rejette à la mer. Mais la télé n'en parlera pas.

La solidarité avec les travailleurs immigrés s'impose non seulement comme un geste élémentaire de solidarité ouvrière mais aussi parce qu'en attaquant les travailleurs immigrés le patronat s'en prend à tous les travailleurs de ce pays. Nous devons dans l'unité la plus large et sans exclusive répondre, faire bloc.

Car si demain, dans un silence complice les patrons se débarrassent des travailleurs immigrés, les refoule, les pourchasse, les expulse, il sera trop tard pour se poser la question : «A qui le tour ?»

Le but recherché par les

lois Barre-Stoléro-Bonnet c'est d'affaiblir toute la classe ouvrière. Pour les travailleurs immigrés elles auront pour effet que les renouvellement de leur papiers dépendra du bon vouloir des préfets.

Sous prétexte de troubles à l'ordre public, les ouvriers immigrés risquent à tout moment la détention dans de véritables camps d'internements, maintenant légalisés, puis l'expulsion.

Tous au Rassemblement de Garges !

Il faut aujourd'hui l'unité de la classe ouvrière pour pouvoir résister aux tentatives racistes du gouvernement. Cette unité ne pourra se faire sans unité des organisations syndicales et des organisations de travailleurs immigrés. C'est dans ce sens que l'UD CFDT du Val d'Oise appelle au rassemblement de Garges.

*Celui-ci doit être le moyen de montrer au pouvoir la solidarité des travailleurs.

Celui-ci doit être le premiers pas dans la lutte contre les projets Barre-Stoléro-Bonnet.

Tous au rassemblement de Garges le samedi 29 septembre à 14 heures.

UNE DROITE PEUT ELLE ETRE NOUVELLE ?

Après avoir envahi la presse de gauche, la « nouvelle droite » envahit la télé

L'émission littéraire «Apostrophes» accueille, ce vendredi, plusieurs représentants de cette «nouvelle droite» qui a tant animé, en juillet, les conversations philosophiques sur les plages à la mode. Ce passage à la télé est une sorte de consécration de notoriété pour ces «penseurs», qui avaient rempli

les pages du *Monde*, du *Matin*, de *Libération* et quelques autres au début de l'été. Surgissement d'une droite moderne, résurgence de la vieille extrême-droite, danger précis de montée du fascisme ? Qu'en est-il de ce mouvement qui fait couler tant d'encre et de salive ?

Qui sont donc ces nouveaux droitiers ? Un cercle dit «club de l'Horloge», constitué de jeunes gens de bonne famille issus de l'ENA ou de Polytechnique ; son directeur, Yvon Blot, est membre du RPR ; le GRECE (Groupement de recherche et d'Etudes pour la Civilisation européenne), dirigé par Michel Marmin et Pierre Vial, essentiellement un cercle d'universitaires, qui édite la revue «*Eléments*». Comme personnalités, Alain de Benoist, directeur de la revue *Nouvelle Ecole*, chroniqueur au *Figaro-Magazine* et Louis Pauwels, directeur de ce même *Figaro-Magazine*.

Quoique des nuances existent entre tel ou tel auteur, il n'est pas abusif de les regrouper sous un même vocable : ils revendiquent collectivement cette appellation de nouvelle droite, mais préféreraient qu'on parle de «nouvelle culture». Les nouveaux droitiers se défendent en effet de constituer un mouvement politique, ils veulent n'être qu'un «courant de pensée».

Que «pense» cette «nouvelle droite» ?

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU DE LA DROITE

Les tenants de cette nouvelle droite prétendent réagir contre un monopole du «pouvoir culturel» qui serait accaparé par la gauche, et qui répandrait le venin de l'égalitarisme. Ils défendent l'idée selon laquelle l'inégalité, notamment intellectuelle, entre les hommes, est innée, déterminée par des causes biologiques. Pour justifier ces thèses, ils appellent à la rescousse les récentes découvertes de la biologie et de la génétique. On voit déjà ce qui n'est pas particulièrement nouveau dans cette droite : les fascistes classiques ont déjà prétendu s'appuyer sur les découvertes scientifiques pour justifier les théories sur la «race de seigneurs» appelée à régner sur les «sous-hommes».

La seule chose un peu nouvelle par rapport à cette vieille et sinistre extrême-droite est la référence à des découvertes de la génétique qui n'étaient pas faites à l'époque des nazis. Mais sur ce point, l'argumentation tombe à plat :



Plusieurs animateurs de la nouvelle droite : de droite à gauche, Pierre Vial, Michel Marmin, Alain de Benoist, et Claude Chollet.

un Debray-Ritzen peut affirmer que 80% des facultés intellectuelles d'un individu sont déterminées par son hérité, il se trouve que les récentes découvertes sur la transmission des caractères héréditaires ne permettent pas d'affirmations péremptives sur le rôle de l'hérité sur les facultés intellectuelles.

La nouvelle droite prétend être à la recherche d'une «nouvelle civilisation», dont la nouveauté consisterait en ce qu'elle s'oppose à la tradition judéo-chrétienne, dont le tort à ses yeux, est d'avoir véhiculé le virus de l'égalitarisme ; le marxisme est rejeté pour les mêmes raisons : il ne serait qu'un avatar laïque de la religion. Pour trouver de nouvelles valeurs susceptibles de concurrencer à la fois le marxisme et 2000 ans de tradition judéo-chrétienne, où croyez-vous que les nouveaux droitiers vont puiser ? Ils ont découvert qu'il y avait plus ancien encore que le christianisme dans les civilisations occidentales : les religions des druides, les croyances des Vikings et des Celtes, les racines indo-européennes qui ont été recouvertes par la civilisation chrétienne. C'est sur la base de telles «nouveau» que cette droite prétend, selon les termes d'un de ses porte-paroles, «créer une nouvelle philosophie, une nouvelle conception du monde dans

laquelle nous unissons les données permanentes de notre race».

Défendre cette «race» européenne qui, soit dit en passant, n'a aucune réalité scientifique, tel est donc l'objectif de ces gens. Et, à l'intérieur de cette «race», valoriser une élite. Selon Pauwels, «il est vrai que la nouvelle droite veut reconstituer le sens aristocratique de la vie et de l'homme (...) Aristocratie, cela veut dire le gouvernement des meilleurs, la responsabilité des meilleurs». Est-il besoin de démontrer longuement comment ces thèmes tendent à justifier l'ordre existant qui prétend fonder les différences de classe sur des différences d'aptitude ? Et de souligner que cette nouveauté sent le rance ?

COMMENT ON FABRIQUE UN PRODUIT POLITIQUE

Quelle ampleur a un tel mouvement, qui ne regroupe, quant à ses porte-paroles, que quelques cercles restreints d'universitaires ou d'énarques situés à la limite de la droite classique et de l'extrême-droite ? Assez peu si l'on juge par leur isolement politique ! Les grands partis de droite, et même l'extrême-droite, prennent leurs distances. Leur subite notoriété est paradoxalement venue de ceux qui déclarent vouloir les com-

battre : cela a commencé, début juillet, période d'actualité creuse, par des articles dans le *Monde*, relayés par des longs penchans dans le *Matin* et la «une» du *Nouvel Observateur*. *Libération* a emboîté le pas, avec une polémique entre des adversaires déclarés de la nouvelle droite et une frange davantage fascinée par ses thèmes. Du coup, la nouvelle droite se trouvait promue par la grâce de la presse de gauche et mise au premier plan de l'actualité.

Premier effet de cette campagne : les publications des nouveaux droitiers se vendent mieux, les abonnements affluent à la revue du GRECE. Second effet : elle crée un abcès de fixation autour d'un problème mineur, alors qu'il y a dans la période d'autres motifs autrement plus importants de s'indigner et de se battre. Le pouvoir a bien compris l'intérêt pour lui de cette manœuvre : tant l'UDF que le RPR se sont fendus de longues déclarations pour condamner vertement les thèses de la nouvelle droite, qualifiée de vieille droite autoritaire.

Manière un peu facile de se donner par contrecoup, un label de libéralisme, tendant à faire oublier la réalité de la politique d'austérité, de répression et d'atteinte aux libertés que mènent ces partis.

François NOLET

L'ÉCOULEMENT DU BEURRE EUROPEEN

Le débat de mardi à l'Assemblée européenne sur les ventes européennes de beurre à l'URSS a vu l'affrontement des Britanniques et des Français. Ce débat, qui n'a pas apporté d'éléments nouveaux quant à l'avenir de l'Europe verte, aura eu pour seul mérite celui de rappeler le scandale des excédents laitiers.

Rappelons tout d'abord le mécanisme des excédents. La production de beurre des pays de la CEE surtout du fait de l'importance de la production française, est excédentaire. Afin de maintenir le cours, la CEE achète du beurre et le congèle. Elle peut ainsi le remettre sur le marché quand la demande se fait plus forte. Mais le marché des produits laitiers européen est loin de se réguler : selon le commissaire responsable du dossier agricole, les stocks de beurre pourraient atteindre 700 000 tonnes en 1980 ! Les coûts du stockage et la date limite de congélation, voilà ce qui fixe en fait les quantités à écouler.

Trois solutions s'offrent alors à la communauté : la destruction des mottes excédentaires, la vente à bas prix à l'étranger ou sur le marché européen. Dans ce dernier cas, la CEE garantit aux producteurs leur

prix de vente et met en circulation du beurre «d'intervention».

Au débat de l'assemblée européenne, c'est l'exportation massive de beurre à l'URSS au tiers du prix européen qui a provoqué l'indignation des Britanniques. Les travaillistes insistent sur l'absurdité d'un système ne profitant ni aux consommateurs, ni aux contribuables, ni aux agriculteurs. Les socialistes français, comme les gaullistes justifient les exportations en rappelant les problèmes de stockage.

Les Britanniques s'offusquent... et continuent d'acheter du beurre à bas prix à la Nouvelle-Zélande.

Quant aux masses populaires des différents pays, elles continuent à acheter le beurre, denrée de première nécessité, toujours aussi cher...

D.D.

● La vertu outragée de LE Tac

Mardi se déroulait à Paris le procès en diffamation intenté par Le Tac, député RPR de Paris à Madame Dewavrin, déléguée nationale du RPR à l'action féminine. Rappelons que Le Tac avait déposé un projet de loi en faveur de la réouverture des maisons closes. Sur ce, Dewavrin envoie une lettre aux députés RPR, déclarant que cette proposition de loi était «téléguidée par les proxénètes souhaitant reprendre en main les prostituées qui, de plus en plus cherchent à être indépendantes». La déléguée nationale devra-t-elle verser les 10 000 francs de dommages et intérêts au député outragé ? Réponse le 23 octobre.

● Journées parlementaires UDF et RPR : Barre critiqué

A Vittel pour l'UDF, aux Arcs (Savoie) pour le RPR, les parlementaires des deux groupes de la majorité réfléchissent...

Côté UDF, c'est moins la visite que Barre devait leur effectuer ce jeudi que son avenir gouvernemental qui alimente les discussions de couloir. Inquiétudes ? Souhaits qu'il parte ? Il semble que l'essentiel des divergences entre parlementaires UDF portent sur la durée de son sursis. Plusieurs d'entre eux ont même osé s'en aller avant qu'il n'arrive. C'est là une attitude nouvelle qui n'avait pas encore cours chez les giscardiens...

Côté RPR, c'est une grogne qui n'est pas nouvelle : «Le budget 1980 est le constat d'échec d'une politique menée avec persévérance depuis 3 ans et l'expression de la volonté de poursuivre cette politique imperturbablement l'année prochaine», a déclaré Jacques Marette. D'autres allusions ou déclarations directes n'ont pas manqué pour critiquer la politique de Barre.

Reste à savoir quelle autre politique que celle de Barre envisage de définir la droite dans la perspective des élections présidentielles de 1980.

Cercueils volants identifiés

Il y a 15 jours, un DC 9 d'Air Canada perdait en vol son fuselage. Quelques jours après, des fissures étaient découvertes dans les emponnages arrière de deux DC 9. Depuis, Air Canada a entrepris la révision systématique de ses appareils et a ordonné à ses pilotes de DC 9 de voler à une altitude réduite, afin d'éviter une trop grande pression sur les cloisons arrière.

L'Agence Américaine de l'Aviation Civile (FAA) ordonnait également d'inspecter tous les DC 9 ayant accompli plus de 15 000 atterrissages.

Et mardi matin, un DC 9 espagnol a dû faire un atterrissage d'urgence à Saragosse, un réacteur ayant explosé en plein vol.

Une nouvelle fois la compagnie Mac Donnell Douglas est sur la sellette. On se souvient de la catastrophe de Chicago le 25 mai dernier qui avait fait 275 morts. Un DC 10 s'é-

tait écrasé, et les diverses commissions d'enquête avaient publié un rapport «accablant» pour la compagnie US. Le constructeur américain était accusé d'avoir accéléré les cadences de production avec un minimum d'investissements, et la FAA accusée d'avoir été «trop complaisante» envers la Compagnie.

Prudente cette fois-ci, l'Agence américaine a pris des mesures pour vérifier tous les DC 9 aux USA. Cependant, chez Mac Donnell et dans les milieux spécialisés, on regarde, cinfiant, l'avenir... D'une part, la firme voit ses ventes militaires progresser, et d'autre part, le chiffre d'affaires pour les avions militaires équivaut à celui des avions civils, cette activité serait même en train de devenir la source principale de revenus... Alors, les DC 9 ou 10 vendus aux compagnies étrangères peuvent toujours voler...

2 000 marins-pêcheurs en grève

LA COLERE DES LANGOUSTINIERS

Deux mille marins pêcheurs en grève, de douarenez aux Sables-d'Olonne, manifestation à Quimper, actions spectaculaires en pays Bigouden, journée ville-morte à Pont-l'Abbé... les marins pêcheurs du pays bigouden sont en colère.

L'origine de la grève est la suivante :

En juin dernier, se fondant sur les recommandations d'un Comité Scientifique International, la Communauté Européenne et sa Commission sur les pêches décident d'introduire une nouvelle réglementation des chaluts à langoustines : le maillage des filets des langoustiniers européens devra désormais être élargi à 70 millimètres, et tous les filets inférieurs à cette dimension seront interdits d'utilisation.

Les raisons évoquées sont, entre autre, la protection des espèces : le Comité International estime qu'un maillage plus lâche laisserait passer les

petits poissons. Les ministres des Neuf, cependant, ne sont pas d'accord sur la date d'entrée en vigueur de ce règlement : les Britanniques veulent

l'appliquer tout de suite, les autres préfèrent donner aux pêcheurs le temps de s'adapter.

La Grande-Bretagne passe outre, et le 1^{er} juillet prend unilatéralement un règlement imposant un nouveau maillage des filets dans ses zones de pêche. Le 10 septembre, deux langoustiniers bigoudens, le R.P. Le Brest et le Cap d'Erquy sont arraisonnés par les gardes côtes britanniques et conduits à Milford-Haven. Là, le matériel de pêche est confisqué et les patrons des chalutiers condamnés à de fortes amendes.

mais pêchent la langoustine dans le Golfe de Gascogne.

Lundi matin, les artisans pêcheurs de Lorient sont restés à leur tour au port, et dans un telex adressé à la direction de la marine marchande ont annoncé qu'ils ne reprendraient pas la mer avant d'avoir obtenu satisfaction.

Quelles sont donc les revendications des langoustiniers : d'une part, que la mesure unilatérale prise par les Britanniques soit rapportée, mais surtout que le gouvernement français indemnise intégralement les pêcheurs pour les amendes et les confiscations éventuelles de matériel. Ils attendent donc une réponse précise et écrite du ministre des transports M. Le Theule.

Sur place, les actions n'ont pas manqué : occupation par deux fois du bureau des affaires maritimes de Guilvinec, occupation de la mairie de Pont-l'Abbé et du pont de Cornouailles ; tous ces différents bâtiments sont toujours occupés, et lundi, une journée ville-morte, Pont-l'Abbé avec une manifestation de 3 000 personnes. Des actions «dures» sont programmées si le ministre continue de faire la sourde oreille...

Interrogé mercredi soir, un pêcheur du Comité local des pêches de Guilvinec, nous indiquait les



«Le revenu des marins-pêcheurs diminue d'un tiers...»

● Marée noire soviétique

La Suède réclame 6 millions de francs, à la compagnie maritime soviétique, Latvian Shipping, après la pollution des côtes suédoises. Le pétrolier A. Gramsci, s'était échoué en février au large des côtes de Lettonie et les nappes de pétrole avaient dérivé vers celle de Suède.

● Hausse des prix : + 1 % en août

L'indice des prix de détail calculé par l'INSEE a révélé une hausse de 1 %. C'est la première fois depuis 10 ans que la hausse des prix a été aussi forte en août. Le relèvement du prix de l'essence, du fuel, des tarifs EDF, du tabac sont responsables de cette hausse.

La hausse des prix atteint un rythme annuel de 13,4 % si on la calcule sur les trois derniers mois, et 10,8 % de hausse depuis août 78.

La semaine «Informatique et Société»

TROISIEME MILLENAIRE ET SUPPRESSION D'EMPLOI

Parallèlement au SICOB où le bon peuple est convié «pour aller de l'avant», se tient à la Porte Maillot un colloque «Informatique et société», dans le cadre de la semaine Informatique décidée par Giscard.

160 personnalités, dont une quarantaine étrangères, soigneusement triées, vont dissenter jusqu'à la fin de la semaine sur l'Informatique. Pour les écouter, un parterre d'hommes d'affaires en renom et des commis de l'Etat.

La liste des orateurs inscrits donne une petite idée de la portée que veut donner Valéry à ce colloque : outre ce dernier, on y verra deux ministres français, un Commissaire Européen, le sieur Davignon, un lot de grands fonctionnaires et de grands patrons, dont les PDG d'IBM, et de CII-Honeywell-Bull, le président du DGB allemand, B. Veter, et les habituels spécialistes en psychologie ou sociologie... Sans oublier

le Conseiller spécial du Président Carter Z. Brzezinski. Celui-ci parlant d'ailleurs simultanément des USA sur un écran à Paris, «miracle» de l'électronique...

Des syndicalistes, tel qu'Edmond Maire pour la CFDT, expliqueront les conséquences pour les travailleurs de la mise en œuvre dans les conditions actuelles des systèmes informatiques.

Au menu de cette Semaine «Informatique et Société», plusieurs débats et interventions sur «la manière dont l'informatique va modifier la société».

On y parlera donc de l'emploi. Giscard pourra répéter comme il l'a fait lors de l'inauguration du SICOB, que la télématique est «créatrice d'emplois». Les syndicalistes, eux, pourront parler des dizaines de milliers d'emplois qu'elle supprime. Des conditions de travail et de leur dégradation due à une

introduction généralisée de l'informatique.

On y évoquera également la domination US, les libertés menacées et on y discutera certainement sur la nouvelle société, remplaçant l'ancienne par le jeu des ordinateurs... etc.

Certes, lors du débat de mardi tous les participants ont constaté la baisse des effectifs et la détérioration des conditions de travail pour ceux soumis à l'informatique. Le rapport NORRA-MINC indiquait d'ailleurs très explicitement que les activités tertiaires traditionnellement créatrices d'emplois, comme les banques, les postes... verront leurs effectifs diminuer de 30% d'ici dix ans.

Mais il semble que ces suppressions d'emplois, à entendre certains orateurs, sont un peu inhérentes à l'informatique, que ce serait la rançon du progrès, que ce serait un mal, certes regrettable, mais un mal nécessaire pour cons-

truire la nouvelle société informatisée...

En attendant, les débats continuent : le ministre Segard a évoqué «la télématique inéluctable», Gutenberg et G. Bernanos. Giscard, les Grecs et Montaigne, lors des discours inauguraux.

Pour ce dernier, cette semaine de l'Informatique à Paris s'inscrit dans la droite ligne de la prétention de l'impérialisme français à jouer sa carte dans le concert mondial de l'électronique. Autre fonction, idéologique celle-ci : discourir sur le 3^e millénaire, l'informatique et le futur... etc., bref, brasser le portrait d'une société «libérale avancée» horizon 2000.

Edmond Maire, laissant les Athéniens de Giscard de côté, a rappelé mardi soir les conséquences sur l'emploi et les conditions de travail du développement de l'Informatique.

M.B.

Ce qui augmente la colère des pêcheurs bretons, c'est qu'ils sont les seuls à pêcher dans cette zone de la mer Celtique, désertée par les Britanniques.

Ils récusent également les arguments invoqués par Bruxelles d'un maillage à 70 mm pour préserver les petits crustacés : ils indiquent que les petites langoustines sont trop faibles pour s'échapper des mailles et s'accrochent avec leurs pinces au filet. Un maillage trop lâche permettrait, estiment-ils, aux grosses de s'échapper. De plus, un document réalisé par des chercheurs du CNEXO et de l'Institut des Pêches Maritimes assure que le passage à 70 mm ne changera rien et que le «stock» actuel de la mer Celtique est loin d'être menacé...

On peut donc s'interroger sur le pourquoi de la décision des Neuf et de sa subite application par la Grande-Bretagne...

Les pêcheurs bretons utilisant depuis longtemps des filets à maille de 55 mm ou 60 mm n'entendent pas les changer. Mis en alerte avec la décision unilatérale des Britanniques, dès l'annonce des arrestations, un mot d'ordre de grève est lancé, sur les fréquences radio qu'utilisent les pêcheurs. Depuis, ce sont plus de deux mille marins pêcheurs qui sont en grève, chalutiers côtiers et hauturiers réunis.

Les premiers concernés, les «hauturiers» sont revenus dans les ports, rejoignant quelques jours après par les équipages des «côtiers», qui ne travaillent pas en mer Celtique, entre l'Angleterre et l'Irlande,

conséquences extrêmement importantes que signifient les nouvelles mesures (dont la France par la voix de son ministre a admis la nécessité) : le revenu des marins serait amputé du tiers, car ce serait alors une diminution de 30 % en valeur des produits débarqués. La réduction des apports de langoustines signifierait également la réduction de certaines activités bigoudennes, telle la surgélation, car avec 30 % en moins, le fonctionnement de ces usines sera perturbé. Voire la fermeture d'une usine de 200 personnes.

Michel BERTEL

CENTRAFRIQUE: LA TENSION MONTE A BANGUI

Mercredi, le gouvernement français a interdit à Ange Patasse, dirigeant de l'opposition centrafricaine, de rentrer en Centrafrique sous prétexte qu'il avait une arme sur lui et que son passeport n'était pas en règle ! En même temps, les paras français débarqués avec Dacko, ont commencé à se déployer à l'intérieur du pays pour contrôler des positions stratégiques et s'installer dans l'ancienne base française de Bouar.

Les faits concordent : l'expédition française n'était pas simplement une opération momentanée destinée à donner un coup de pouce à un coup d'Etat de Dacko, suivant la thèse officielle de Giscard. La présence de troupes françaises et leur quadrillage du pays indiquent qu'elles ne sont pas là pour «protéger» la population d'hypothétiques partisans de Bokassa qui ne se sont d'ailleurs pas manifestés. Elles sont là pour empêcher les forces d'opposition de se manifester, pour réprimer les manifestations de la population, pour régler les affaires du peuple centrafricain à sa place.

De plus, en prétendant retenir Patasse en France, le gouvernement français entend même intervenir directement dans le choix des candidats au pouvoir. Avec Dacko et Maipou, Giscard veut mettre en place des hommes jugés dociles, mais compromis jusqu'au cou avec l'ancien régime. Il s'agit d'un personnel néo-colonial usé jusqu'à la corde, ne jouissant d'aucun soutien populaire. Par contre Patasse même s'il a été premier ministre de Bokassa, jouit d'une relative sympathie

auprès des couches les plus politisées, en particulier la jeunesse, en raison des options «progressistes» qu'il affiche. Beau-coup de monde était parti pour l'attendre à l'aéroport et d'importantes manifestations devaient fêter son retour. Ces derniers mois, l'Elysée avait pris des contacts directs avec Patasse pour voir si l'impérialisme français pouvait l'accepter comme successeur de Bokassa. Mais, comme il n'a pas donné de garanties, on l'empêche aujourd'hui de rentrer dans son pays !

Ainsi, après avoir soutenu Bokassa pendant quatre ans, aujourd'hui l'impérialisme français tente d'imposer en Centrafrique des hommes dont le peuple ne veut pas ; il prépare une politique d'intervention et de division, empêchant le peuple centrafricain de se redresser et de réaliser son unité nationale.

LA MENACE D'AUTRES INGERENCES

Cette politique interventionniste peut provoquer des affrontements graves en Centrafrique. Elle peut servir de prétexte à d'autres ingérences, en particulier soviétique. En effet,

- Les paras français se déploient à l'intérieur du pays
- Giscard veut imposer le vieux personnel néo-colonial
- D'autres menaces d'ingérence

depuis des années, l'URSS multiplie les tentatives pour s'implanter en Centrafrique, pays qui l'intéresse non seulement pour son uranium, mais aussi sa position stratégique au cœur du continent. L'URSS, grâce à la «coopération» culturelle et militaire a placé des hommes dans l'appareil d'Etat du régime. Mais elle a également des partisans déclarés dans l'opposition (en particulier dans «le Front Patriotique» de Goumba et Yangongo, ancien ministre de Bokassa). Etant donné le caractère inorganisé du mouvement populaire et l'indignation soulevée par l'intervention française, ces éléments prosoviétiques peuvent profiter de la situation. Ils pourraient également faire appel à une autre intervention étrangère pour contrer l'intervention française.

Comme le soulignent les patriotes de l'UNECA, dont nous publions ici la déclaration, le peuple centrafricain vient de remporter une importante victoire,



Dacko au premier plan, et Bokassa en 1960 : un personnel néo-colonial usé jusqu'à la corde.

qu'il a payée de son sang. Mais cette victoire que l'intervention française tente actuellement de confis-

quer, est menacée par plusieurs dangers et différents types d'ingérences face auxquelles le peuple du

Centrafrique devra être très vigilant.

J.P.C.

«Troupes françaises hors de Centrafrique !»

Déclaration de l'Union Nationale des Etudiants Centrafricains

«LA CHUTE DU SANGUINAIRE BOKASSA

Bokassa est parti. Même si beaucoup de choses restent encore obscures dans les événements qui se sont produits dans la nuit du 20 au 21 septembre à Bangui et qui ont marqué la chute de Bokassa et son remplacement par David Dacko, ce qui est sûr c'est que le peuple centrafricain aura été le principal artisan, au prix de son sang, de la fin du règne du tyran. Ce n'est certainement pas grâce au gouvernement français, mais à cause de la détermination et de la lutte résolue du peuple centrafricain, en particulier de sa jeunesse qui, depuis janvier dernier, a osé descendre dans la rue pour affronter la soldatesque du sanguinaire Bokassa.

L'impérialisme français porte l'entière responsabilité de l'accession et du maintien pendant quatorze ans de Bokassa à la tête de l'Etat néo-colonial. Il est donc coupable comme lui de tous les crimes de la dictature féroce, de l'arbitraire de son protégé contre le peuple centrafricain, et de la situation économique, sociale et culturelle désastreuse dans laquelle ce dernier a laissé la République Centrafricaine et son peuple.

Pour toutes ces raisons, et particulièrement cette victoire qu'il vient de remporter momentanément sur l'impérialisme français en chassant le des-

pote Bokassa, notre peuple a légitimement laissé exploser sa joie. Pour les mêmes raisons, l'UNECA prend acte de la chute de Bokassa et partage entièrement avec son peuple, la joie que cette chute lui a procurée.

Cette joie légitime n'a rien à voir avec le débarquement des troupes françaises. L'intervention de la France, quelle que soit sa justification officielle, est une ingérence inadmissible dans les affaires d'un pays souverain. Une fois de plus, cela montre qu'en réalité notre pays n'est pas encore effectivement indépendant.

L'UNECA condamne énergiquement cette expédition militaire française dont le caractère impérialiste et les objectifs politiques ne sont pas à souligner tellement ils sont évidents. Du reste, l'UNECA n'a pas été surprise par le retour de David Dacko installé à nouveau par le gouvernement français. Du fait de l'inorganisation du peuple centrafricain, on ne pouvait s'attendre à ce que celui-ci prenne effectivement le pouvoir après la chute de Bokassa. Depuis longtemps, l'UNECA était la seule à percevoir et dire clairement que la chute de Bokassa ne mettrait pas fin à la situation de domination de notre pays par l'impérialisme français, ni ne soustrairait la République Centrafricaine aux ingérences des appétits impérialistes et hégémonistes. Croire le contraire, ou avoir l'espoir que le peuple pourrait prendre le pouvoir après

Bokassa dans l'immédiat serait se bercer de dangereuses illusions. C'est là que réside la différence fondamentale entre l'UNECA et les mouvements dits «de libération». Il n'est pas étonnant que, quelques heures seulement après la chute de Bokassa, les deux principaux responsables du Front dit de «libération» oubanguien se soient envolés pour Bangui en vue d'aller quêter des fauteuils ministériels.

L'UNECA, pour sa part, reste convaincue que le peuple centrafricain, aguerri par sa longue lutte contre la dictature sanglante de Bokassa, saura mieux s'organiser et tirer toutes les leçons qui en résultent afin de barrer la route au retour de toute dictature de ce genre et prendre effectivement le pouvoir d'Etat. C'est pourquoi elle lance un vibrant appel à tous les étudiants et patriotes centrafricains pour qu'ils se tiennent comme par le passé aux côtés de leur vaillant peuple et continuent de participer à la lutte pour une indépendance réelle de notre pays, de tout faire pour promouvoir l'unité nationale et d'œuvrer pour l'instauration d'une véritable démocratie en République Centrafricaine.

TROUPES FRANCAISES HORS DE CENTRAFRIQUE
VIVE LA LUTTE DU PEUPLE CENTRAFRICAIN !

Fait à Paris le 22 septembre 1979
Le Comité Exécutif de l'UNECA

● USA : Les couteaux sont tirés pour la campagne électorale

Où est le Carter souriant et angélique de la campagne de 1976 ? C'est en bras de chemises et l'air vengeur que le président américain a attaqué violemment le sénateur Kennedy dont la candidature aux présidentielles de 1980 semble quasi-certaine. Carter a mis en cause les capacités politiques, du troisième Kennedy et même son sang froid, faisant allusion à l'accident qui, il y a dix ans, coûta la vie à la secrétaire de Kennedy, Marie-Jo Kopechne. Contre Carter, outre les multiples problèmes politiques auxquels il s'affronte, une campagne se développe au sujet de son chef de cabinet Hamilton Jordan, accusé de se droguer. Pour la campagne électorale américaine les couteaux sont tirés. Les coups bas ne manqueront pas...

● Gromyko à l'ONU : Cuba, Vietnam des «problèmes artificiels»

Alors que le problème des troupes soviétiques à Cuba continue à faire l'objet de nombreux débats dans les milieux dirigeants américains et que Carter a adressé à plusieurs reprises des demandes d'explications à ce sujet à l'URSS, le ministre des Affaires Etrangères soviétique, Gromyko, a coupé court dans son discours à l'Assemblée Générale de l'ONU. Il a en effet déclaré : «La vérité est que toute cette propagande n'a aucun fondement réel et est basée en fait sur de pures inventions... Nous avons ici un simple conseil à donner : reconnaître honnêtement le caractère artificiel de cette question et la clore». Pour Gromyko, il n'y a pas non plus de problème en Asie du Sud-Est, puisqu'il a également rejeté «la campagne de propagande artificielle sur les réfugiés d'Indochine».

● Grève tournante à Air-Equipement, Gennevilliers

Depuis vendredi dernier, la plupart des 800 travailleurs des trois usines Air-Equipement de Gennevilliers : Basly, Grésillons, et Villeneuve sont en grève tournante d'une heure, tous les jours avec, à l'établissement des Basly l'invasion des différents services. Les travailleurs de cette usine qui fabriquent des pièces très précises pour l'aviation, se battent pour la garantie de leur pouvoir d'achat et l'ouverture immédiate de négociations sur la politique des salaires de l'entreprise.

Pour la première fois, les cadres se sont joints au mouvement. Après une semaine de lutte, la direction proposait mercredi : — 100 F d'augmentation pour les coefficients 140 (ouvriers) soit + 3,45 % — 200 F pour les niveaux 365 (contremaîtres) soit + 2,2 %.

Une prochaine AG doit réunir les travailleurs d'Air-Equipement pour décider de la conduite à tenir. Si une victoire était obtenue ce serait un précédent important pour les autres usines de Gennevilliers, et une incitation à la lutte.

Correspondant GENNEVILLIERS (Seine-Saint-Denis)

● Maire chez Barre

Dans le cadre des rencontres que Barre effectue en ce moment avec les syndicats, il a reçu mercredi une délégation de la CFDT conduite par E. Maire.

Sur le SMIC, la CFDT a demandé une négociation tripartite (gouvernement - patronat - syndicats) pour aboutir à 2 700 F pour 40 heures à partir d'avril 1979.

Sur la réduction de la durée du travail à 35 heures, la CFDT a demandé que le gouvernement indique clairement sa position et qu'il fixe une date butoir aux négociations qui vont s'ouvrir avec le patronat.

Même position sur la question du droit d'expression des travailleurs dans les entreprises.

A l'issue de cette rencontre, rien n'a été posé par Barre et ce n'est pas une surprise. Face à la «résistance du gouvernement à l'idée de négociation sur le SMIC» E. Maire a évoqué un «manque de pression suffisamment forte sur les entreprises et le gouvernement». Les confédérations CFDT et CGT ont-elles tout fait pour cela ?

● Quinzaine d'action CGT - CFDT dans la métallurgie

Les fédérations CGT et CFDT de la métallurgie appellent à une «quinzaine d'action» du 1^{er} au 15 octobre.

Pour la première semaine, elles appellent à des rassemblements dans les entreprises pour «préciser les revendications communes autour des trois objectifs prioritaires : pouvoir d'achat, durée du travail, libertés syndicales».

Dans la deuxième semaine, les travailleurs «sont appelés à un arrêt de travail minimum de 2 heures... pour soutenir les négociations engagées au niveau des chambres patronales territoriales».

Un «temps fort» est prévu pour le 10 octobre, jour de négociation avec le CNPF.

● Manifestation à Blois

A l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN, une manifestation a protesté contre la répression qui vise les travailleurs d'Air-Equipement qui luttent con-

tre les licenciements. Vendredi les CRS étaient intervenus dans cette usine et lundi un vigile avait agressé un militant de la CGT.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A Paris 19^e

LES ROTATIVISTES DE CHEZ LANG EN GREVE POUR 1 F DE L'HEURE

Depuis le 12 septembre, les rotativistes de chez Lang dans le 19^e sont en grève. Ils réclament 1 franc de l'heure d'augmentation. Les syndicats avaient déposé le cahier de revendications : 1 franc de l'heure pour l'ensemble de l'usine. Devant le refus de la direction, les rotativistes se sont mis en grève sans plus attendre : «3 100 francs pour faire les 3x8 dans les conditions de travail que nous subissons, ce n'est plus possible» me dit un gréviste. «Avec la diminution constante du personnel, nous travaillons dans des conditions insupportables ; dans notre atelier, il y a 20 % d'intérimaires qui sont employés pour des salaires de misère. Ils sont employés dans les «boums» pour la sortie des magazines, si bien

qu'ils peuvent travailler deux jours, être renvoyés chez eux et reprendre le surlendemain pour la sortie d'un magazine. Ce n'est pas toujours les mêmes, il faut à chaque fois les mettre au courant et notre atelier détient le record d'accidents. Le patron doit payer 400 millions d'amendes à la S.S. pour les accidents, avec ça on pourrait augmenter nos salaires.

Depuis le début de la grève, nous subissons de la part de la direction toutes sortes d'intimidations : menaces d'évacuation, délégués traduits en référé, menaces de fermeture de l'entreprise, etc.» Pour créer la division entre les grévistes et les autres parties de l'usine, la direction qui s'était engagée à donner les 3,50 % d'aug-

mentation des accords paritaires sur les salaires réels a décidé de pénaliser l'ensemble du personnel. Prétextant la grève, elle fait porter l'augmentation seulement sur les salaires syndicaux, c'est-à-dire sur les deux tiers du salaire. Elle menace de chômage technique le personnel malgré l'opposition de l'inspecteur du travail. Le directeur qui avait promis de recevoir les grévistes a convoqué l'ensemble du personnel au siège, rue Matisse, pour essayer de faire pression sur eux ; alors, ils ont quitté l'assemblée et sont revenus ici. «C'est notre grève et nous voulons la mener jusqu'au bout. Nous avons une réunion cet après-midi au siège de la fédération patronale du livre, boulevard Saint-Germain. Qu'ils

nous accordent les 1 franc de l'heure et nous sommes prêts à reprendre le travail dans la demi-heure qui suit.

La direction voudrait faire éclater l'entreprise comme à Néogravure, ne laissant ici que les rotatives. C'est dommage que les employés ne bougent pas car ils sont concernés plus que nous». Déjà, la direction voulait leur faire signer un accord d'entreprise visant à supprimer 200 emplois sous forme de pré-retraite moyennant leur engagement de sortir les magazines en cas de «paix sociale». «Paix sociale, je ne sais pas ce que ça veut dire, il n'y a pas de paix sociale quand on ne gagne pas assez» affirme un travailleur.

D.D.

COLERE CHEZ LES ELEVEURS

Des milliers et des milliers de paysans manifestent leur inquiétude devant l'avenir

Mardi, à travers le pays, plusieurs milliers de paysans ont manifesté leur refus du sort que leur réserve ce régime. A Rodez dans l'Aveyron, c'est surtout les éleveurs de moutons qui étaient dans la rue. Dans la Creuse c'était surtout les éleveurs de bovins.

Les éleveurs sont fermement décidés à se défendre.

«Nous allons le montrer» disaient les manifestants dans les environs de Guéret.

Joignant le geste à la parole, ils abattaient des arbres en travers de la chaussée à l'aide de tron-

seront suivies d'autres peut-être encore plus radicales.

LA VIANDE AU MEME PRIX QU'EN 1972

Les agriculteurs subissent eux aussi l'augmentation du coût de la vie qui

prix qu'il y a sept ans ! Les frais auxquels leurs élevages ont à faire face en revanche ne sont plus du tout ce qu'ils étaient en 1972... Par exemple, le prix du sac d'engrais serait passé pendant cette période de 72 à 83 francs.

Les producteurs de veau eux vendent leurs produits moins cher aujourd'hui que l'an passé. On pourrait multiplier les exemples.

Pourtant, chacun le constate tous les jours, au détail, le prix de la viande ne baisse pas, c'est le moins que l'on puisse dire.

Plusieurs centaines d'éleveurs de mouton de la région participaient aussi au rassemblement.

RODEZ : 20 000 MANIFESTANTS

Mais les éleveurs d'ovins se sont surtout rassemblés à Rodez, dans le Cantal.

Venus de tout le Sud de la France, ils n'étaient pas loin de 20 000. Les éleveurs de mouton sont tout particulièrement inquiets de la prochaine importa-

tion de viande ovine néo-zélandaise transitant par la Grande-Bretagne.

La France vient en effet d'être condamnée par la Cour européenne de justice de Luxembourg parce qu'elle continuait à appliquer les droits de douane compensateurs sur l'importation de viande ovine. L'ouverture des frontières à la viande de Nouvelle Zélande se traduirait rapidement, selon les syndicats, par une baisse des revenus des paysans concernés de 30 à 40 %.

DESERTIFICATION

La conséquence d'une telle chute de leur niveau de vie aurait une conséquence dramatique pour les plus pauvres naturellement. Par ailleurs, les moutons étant dans certaines régions déshéritées une activité importante sinon unique, la disparition des éleveurs pourrait conduire à une accélération de la désertification.

F.M.



Mardi 25, à Rodez, manifestation d'éleveurs ovins et d'agriculteurs du Sud de la France.

conneuses... L'express Paris-Toulouse faisait aussi les frais de la détermination des paysans en gare de La Souterraine où il a été bloqué. D'aucuns pensent que ces actions

viennent ainsi s'ajouter à la baisse déjà ancienne de leur pouvoir d'achat. Des éleveurs de l'Indre par exemple affirment qu'aujourd'hui ils vendent la viande de bœuf au même

La France protège ses moutons

La France a été condamnée mardi par la Cour européenne de Luxembourg, pour avoir maintenu depuis le premier janvier 78, des restrictions sur les importations de viande de mouton en provenance du Royaume-Uni. Les Britanniques, manquant de mouton, en importent des quantités considérables de Nouvelle-Zélande ou d'Australie et réexportent une partie de cette viande très bon marché en direction de l'Europe, en particulier de la France. Le mouton français étant plus cher, mais aussi nécessaire à la vie économique de certaines de ses régions, la France protège son marché. Comme il n'existe pas d'organisation européenne du marché de la viande ovine, le ministre français de l'agriculture a déclaré qu'il «n'accepterait pas la libre circulation de la viande de mouton, tant qu'il n'y aura pas de régime communautaire».

Les négociations sino-soviétiques UNE DISCUSSION D'ENSEMBLE SUR LES PROBLEMES ENTRE LES DEUX ETATS

L'attitude de Moscou risque d'en compromettre le succès

Les négociations sino-soviétiques qui se sont ouvertes à Moscou au début de cette semaine concernent l'ensemble des problèmes bilatéraux en suspens entre la Chine et l'URSS. Dans quel cadre se situe exactement cette rencontre et que faut-il en attendre ?

On a pu voir à ce sujet dans la presse des commentaires spéculant sur un possible « rapprochement », une réconciliation sino-soviétique en quelque sorte. En réalité, il est hors de question qu'une telle rencontre puisse atténuer en quoi que ce soit les contradictions de principe opposant de façon fondamentale la politique du Parti communiste chinois et de la République Populaire de Chine à la politique de la direction soviétique.

Ainsi le P.C.C. maintient fermement la dénonciation du révisionnisme des dirigeants soviétiques et de la société d'exploitation et d'oppression, qu'est devenue l'URSS. Faut-il rappeler également que la République Populaire de Chine combat avec résolution la politique hégémoniste de la superpuissance soviétique, ses interventions dans le Tiers-Monde et ses préparatifs de guerre mondiale. Ces positions de principe ne font nullement

l'objet de négociations, elles ne sont nullement remises en question aujourd'hui.

Ce qui fait l'objet des négociations, c'est l'ensemble des relations bilatérales d'Etat à Etat. En 1950, ces relations avaient été réglées par un traité « d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle ». Ce traité régissait alors les relations existant entre deux Etats socialistes, faisant partie du même camp. Mais, à la suite de la victoire du révisionnisme au sein du P.C.U.S. et de l'engagement de l'U.R.S.S. sur la voie de la restauration du capitalisme, les dirigeants soviétiques, attaquant avec virulence le Parti Communiste Chinois, ont peu à peu étendu cette attaque à l'Etat chinois lui-même, remettant ainsi en cause les relations existant entre les deux Etats.

Ainsi, ils ont d'abord retiré brutalement tous leurs experts, renié leurs engagements pour saboter l'économie chinoise par la suite, ils ont massé des troupes à la frontière chinoise, provoquant de graves affrontements comme ceux de l'Oussouri en 1969. Ils ont donc foulé aux pieds le contenu du traité de 1950.

En avril dernier, l'Assemblée Populaire Nationale de Chine a pris la décision de ne pas prolonger ce traité qui venait à expiration en 1980, puisqu'il ne correspond plus à rien depuis presque vingt ans et que la nature des relations entre les deux Etats a fondamentalement changé.

Cependant, à l'occasion de la dénonciation de ce traité, le gouvernement chinois a rappelé sa position constante sur les relations d'Etat à Etat entre l'URSS et la Chine, conformément aux principes de la coexistence pacifique qu'il a toujours défendus ; il a déclaré notamment : « Les divergences de principe entre les deux pays ne doivent pas les empêcher de maintenir et de développer des relations normales sur la base des cinq principes suivants : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques ».

Un certain nombre de négociations sur des points particuliers, notamment le conflit frontalier sino-soviétique, sont déjà en cours. Il s'agit aujourd'hui avec l'ouverture des nouvelles négociations, d'envisager tous les problèmes

des relations d'Etat à Etat dans un cadre d'ensemble.

Cependant les perspectives de réussite de ces négociations semblent se heurter à d'importantes limites. A l'approche de l'ouverture des négociations, Moscou a redoublé sa propagande, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, contre la République Populaire de Chine. Quand le gouvernement chinois a décidé de ne pas renouveler le « traité d'amitié », la presse soviétique a feint de considérer cette décision comme agressive. Alors qu'elle sanctionnait un état de fait créé par le changement de nature de l'URSS et de sa politique depuis 1960. Puis, quand la Chine a proposé l'ouverture de négociations, la presse de Moscou a prétendu : « Il s'agit d'un piège... Les dirigeants de Pékin cherchent à masquer leurs préparatifs de guerre ». D'autre part, la propagande raciste et chauvine à usage interne sur le thème du « péril jaune » et de l'agressivité chinoise est plus que jamais présente dans les mass-médias soviétiques. On peut citer un film de la télévision soviétique intitulé « les instigateurs de la dynastie céleste », largement destiné à provoquer un sentiment de haine contre le peuple chinois. On y voit par exemple une séquence montrant un exercice de tir de soldats chinois suivie d'une image montrant une femme russe portant son bébé dans les bras...

D'ores et déjà une difficulté importante semble avoir surgi dans les discussions préliminaires sur l'ordre du jour. En effet, les dirigeants soviétiques semblent exiger que toute question « concernant des pays tiers » soit éliminée. Il s'agit bien entendu du Vietnam, dont la politique expansionniste et agressive encouragée et soutenue par l'URSS à la frontière chinoise et globalement en Asie du Sud-Est, constitue une menace directe contre la Chine. Alors que dans ce contact, Moscou accélère ses livraisons d'armes au Vietnam, lui envoie des milliers de conseillers militaires et y plante des bases militaires, le gouvernement soviétique prétend exclure la discussion sur ce problème des négociations bilatérales. Ainsi, bien que les négociations sino-soviétiques fournissent le cadre d'une normalisation des relations entre les deux pays, l'attitude soviétique semble en compromettre gravement les chances de succès.

J.P. CHAMPAGNY

LA COLERE CONTENUE DES CADRES DE LA C.G.C.

La Confédération Générale des Cadres sortirait-elle de sa réserve en décidant de passer à l'action ? C'est ce que suggérerait mardi son président J. Menu en déclarant : « Si Raymond Barre, que nous voyons le 4 octobre, nous berce une nouvelle fois de bonnes paroles, nous passerons à l'action ». La CGC entend obtenir du Premier ministre des résultats concrets en ce qui concerne le maintien du pouvoir d'achat, le blocage des cotisations sociales et de la fiscalité, la réduction du temps de travail. Poussée par la colère des agents de maîtrise et des techniciens qui ne veulent plus d'une politique de concertation réduisant leurs avantages, la CGC annonce des actions spectaculaires et percutantes. Au menu : embouteillage des services fiscaux par l'envoi de pe-

tits chèques, blocage du système bancaire, des télécommunications, des routes. Elle envisage même présenter un candidat aux présidentielles.

A ces actions, la CGC combine une stratégie de front syndical. Le président de la CGC a créé un « club réformiste » avec la CFTC et FO, tout en maintenant le contact avec la CGT et la CFDT.

La CGC qui a toujours pratiqué la surenchère verbale, décide cette fois de préciser ses menaces pour satisfaire ses adhérents décidés à l'action. Elle augmente sa pression pour obtenir par la concertation avec le pouvoir des résultats substantiels, elle est prête, par souci d'efficacité, à sortir du « club réformiste » pour mener des actions ponctuelles avec la CGT et la CFDT.

Les obsèques de Pierre Goldman

Une trentaine d'organisations appelaient à participer à la manifestation qui accompagnera la dépouille de Pierre Goldman de l'Institut médico-légal (quai de la Rapée) au cimetière du Père Lachaise, ce jeudi à 16 heures.

Le Parti socialiste s'y associe, mais pas le PCF ni les confédérations CGT et CFDT.

Dans la recherche des meurtriers, la police en était encore à 3 hypothèses : l'extrême-droite, des Latino-Américains ou des truands, retenant plutôt les deux dernières.

PIPERNO :
DECISION CONNUE
LE 17 OCTOBRE

Bousculades et intimidations des forces de l'ordre ont marqué mercredi soir le début de l'audience de la Chambre d'accusation. L'avocat général a ensuite demandé l'extradition de Franco Piperno pour 23 par 46 accusations qui sont portées contre lui par la justice italienne. Le jugement définitif sera rendu le 17 octobre.

MORT DU COLONEL
ERULIN

Décédé mercredi à la suite d'une crise cardiaque, le colonel Erulin n'aura pas survécu longtemps à ses « exploits » de Kolwezi, lors de l'intervention française au Zaïre en 1978. Sa carrière fait de lui un portrait type de l'officier colonial, rendu célèbre par Henri Alleg qui raconte dans son livre *La Question* comment Erulin le tortura pendant la guerre d'Algérie.

FOYER SONACOTRA
DE VILLEJUIF :
INTERVENTION
POLICIERE

Jeudi à 5 heures du matin, les flics ont fait irruption au foyer Sonacotra de Villejuif. Ils ont procédé à la fermeture de 6 chambres et embarqué un délégué du foyer. Celui-ci aurait toutefois pu se rendre à son travail. Une riposte se préparait.

NOUVELLE
CALEDONIE :
MANIFESTATIONS

1 000 personnes se sont rassemblées lundi à Nouméa à l'appel du Front indépendantiste pour protester contre le rattachement de la Nouvelle Calédonie à la France, à l'occasion du 26^e anniversaire de la colonisation. D'autres manifestations ont eu lieu dans le reste du territoire.

RDA :

A l'occasion du 30^e anniversaire de la fondation de la RDA, les autorités ont annoncé leur intention de prononcer une amnistie.

● Salt 2 : le Sénat US bloque la ratification

Si les conversations qui ont lieu actuellement entre Vance et Gromyko sur la présence de troupes de combat soviétiques à Cuba ne progressent pas, il est peu probable que le Sénat américain ratifie les accords Salt 2 avant la fin de l'année. Les pressions du Sénat sur l'administration Carter s'intensifient. Un sénateur a même proposé un « blocus immédiat et total de Cuba » jusqu'à ce que la brigade soviétique se retire.

● USA : les défoliants déversés sur le Vietnam continuent de faire des victimes

Au Vietnam, les millions de tonnes de défoliants déversés continuent de tuer ; aux Etats-Unis, ces produits font également des victimes parmi ceux qui les ont manipulés : pilotes d'avions et d'hélicoptères. Un ancien soldat américain, Charles Hartz, atteint d'un cancer, a décidé de poursuivre en justice les 5 multinationales ayant fabriqué l'« agent orange ». 35 de ces vétérans sur les 600 examinés sont atteints d'un cancer.

● Le Front Polisario s'est emparé de missiles égyptiens dans le Sud marocain

Le ministre sahraoui de la Défense a indiqué qu'au cours de l'attaque contre Lebouirate, le Front Polisario s'est emparé d'un important matériel de guerre provenant des récentes livraisons égyptiennes d'armes au Maroc. Un lot de fusées Sam 7 et des DCA ont été récupérés par les combattants sahraouis.

M. Ghali a indiqué également que l'aviation marocaine dispose actuellement de MIG égyptiens, ce qui sous-entend une assistance technique de la part de l'armée égyptienne. Du matériel français a également été saisi au cours des dernières opérations : 3 chars SK 105 munis d'un système de tir électronique ultra perfectionné. Une partie des 50 Mirages fournis au Maroc par la France en 1976 sont opérationnels, 3 d'entre eux sont stationnés en permanence à Smara, localité du Nord de la RASD et entretenus par des techniciens militaires français.